

A ne pas publier avant le 6 octobre

UN-HABITAT

THE CHALLENGE OF SLUMS



Shack/Slum Dwellers International (Internationale des habitants de taudis et de bidonvilles) – SDI –

Shack/Slum Dwellers International – SDI – est une association bénévole regroupant des organisations communautaires travaillant dans le même esprit et privilégiant une démarche communautaire partagée, la recherche de solutions et l'échange d'expériences. L'association a vu le jour en mai 1996 en Afrique du sud, dans la North-West Province (province du nord-ouest).

Aujourd'hui, elle compte de nombreux membres répartis sur trois continents, dont :

- UmfelandaWonye (South Africa Homeless People's Federation/Fédération sud africaine des sans abri) – Afrique du sud.
- Zimbabwe Federation of the Homeless (Fédération zimbabwéenne des sans abri) – Zimbabwe.
- Twahangana – Namibie.
- Muungano Wa Wanavijiji (Slum Dwellers Collective/ Collectif des habitants de taudis) – Kenya.
- Enda-Graf – Sénégal.
- National Slum Dwellers Federation (NSDF) (Fédération nationale des habitants de taudis) – Inde.
- Mahila Milan (Network of slum and pavement women/Réseau des femmes vivant dans les rues et les bidonvilles) – Inde.
- Urban Poor Federations (Fédérations des citoyens pauvres) – Thaïlande.
- Society of Urban Poor Federations (Fédération des organisations des pauvres des zones urbaines) – Cambodge.
- Payatas Savings and Credit Federation (Fédération d'épargne et de crédit) – Philippines.
- Mutirao Groups in Belem (Groups Mutirao de Belem) – Brésil.

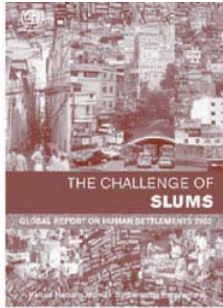
Ces organisations, qui bénéficient souvent de l'appui d'organisations non gouvernementales – ONG – mettent leurs installations à la disposition de l'Association lui consacrent une partie de leur temps et lui fournissent des contributions en nature. En outre, et c'est extrêmement important, elles permettent une entre-aide et un échange de connaissances au delà des frontières régionales. C'est ainsi que NSDF et Mahila Milan ont développé ensemble un système de recensement des habitants des taudis urbains qui permet de constituer des dossiers avec nom, photo, lieu de résidence et conditions de vie utilisables pour obtenir des services ou étayer des projets de reclassement des taudis. Les personnes recensées reçoivent une carte d'identité qu'elles peuvent utiliser notamment :

- comme attestation de résidence en cas de projet de reclassement.
- comme justificatif de leur condition économique pour l'obtention d'une subvention ou l'intégration à un filet de sécurité sociale etc.

Les organisations indiennes membres de l'Internationale ont communiqué ce système de recensement aux membres d'autres pays, dont des organisations actives dans les bidonvilles de Nairobi (Kenya).

La participation des communautés a modifié radicalement l'approche adoptée pour lutter contre la pauvreté. L'Internationale, grâce à sa stratégie de développement des capacités, implique les organisations communautaires regroupant les éléments vulnérables de la société, dont les femmes sans-abri et sans terre, et donne ainsi à ces déshérités la possibilité de participer activement à la transformation de leur cadre de vie. La mise en réseau permet aux membres, même très éloignés géographiquement, d'échanger leurs expériences, de s'entraider et se communiquer rapidement les connaissances en matière de développement, les techniques administratives et les ressources communautaires permettant de lutter contre la pauvreté urbaine.

Source: www.sdinnet.org



UN-HABITAT

THE CHALLENGE OF SLUMS



La ville de Quezon est située à la limite nord de Manille, la capitale nationale de la République des Philippines.

Elle compte 2,3 millions habitants dont la grande majorité vit dans des quartiers pauvres. En 1991, 50 % des ménages vivaient en dessous du seuil de pauvreté. La partie nord de la ville est occupée par le "National Government Centre" (NGC) (Centre national du gouvernement), qui couvre environ 350 hectares traversés par la Commonwealth Avenue, l'une des principales artères de la ville. Cette zone a été créée dans les années 40. La Chambre des représentants et plusieurs départements gouvernementaux y côtoient plusieurs établissements illégaux non structurés où vivent, dans des conditions misérables, un grand nombre de citoyens.

SAMASAMA est l'une des plus grandes organisations communautaires active dans la zone du NGC. L'organisation, qui regroupe environ 12 000 familles, a été créée en 1980 dans le contexte des expulsions et des démolitions ordonnées par le régime Marcos auxquelles elle a permis de résister – grâce à des protestations massives face aux forces de l'ordre armées. Son principal objectif a été d'assurer la sécurité d'occupation de ses membres et de régulariser leur situation foncière. Depuis 1982, elle est aidée dans son action par une organisation non gouvernementale "Community Organization of the Philippines Enterprise" (Organisation communautaire des entreprises philippines) – COPE. En 1988, SAMASAMA a été officiellement désignée pour représenter les habitants du NGC au sein d'un Comité de logement du NGC avec 50 % du total des voix pour toutes les prises de décision.

Malgré l'urbanisation accélérée et l'inertie des pouvoirs publics peu soucieux de transformer le NGC en zone de logements sociaux, SAMASAMA a réussi à faire attribuer 150 hectares pour un plan de réinstallation dans la zone et à mener à bien un projet novateur de fourniture de logements sociaux "People's housing Alternative for Social Empowerment" – PHASE – (Plan de logements alternatifs pour une responsabilisation sociale) qui a été adopté, et ultérieurement révisé par les pouvoirs publics qui ont reconnu le droit des organisations communautaires à participer aux prises de décision du Comité. SAMASAMA, de la base au sommet, est principalement composé de femmes soutenues par leurs époux et leurs familles.

SAMASAMA a également facilité la création de 18 centres d'accueil de jour, le raccordement officiel en eau et en électricité des établissements situés sur les 700 hectares du NGC, le démantèlement des gangs qui exploitaient les familles pauvres et la création d'une coopérative d'épargne et de crédit pour ses membres. Elle constitue la force centrale de la Fédération anti-expulsion qui regroupe les familles pauvres de Metro Manila menacées de perdre leur logement. La majorité de ses membres féminins ont participé à la création de Abanse Pinay, le premier parti politique féminin ayant obtenu un siège au Congrès aux élections de 2001. SAMASAMA collabore avec des planificateurs, des architectes, des économistes et des membres des autorités religieuses pour pouvoir faire la différence, se faire entendre et briser le carcan de la pauvreté, de l'ignorance et de la marginalisation.

D'après ONU-Habitat, Base de données sur les Meilleures Pratiques

GRHS/03/FBox4

